

## Nouvelles locales du mardi 03 février 2015

@rib News, 03/02/2015 | Justice - Marche pacifique des journalistes et des membres des organisations de la société civile burundaise dans la capitale Bujumbura malgré l'interdiction du maire de la ville. En effet, habillés en noir portant des bougies allumées pour montrer qu'ils cherchent la justice et portant des inscriptions demandant la libération de Bob, ils sont partis du terrain de basketball tout près du palais de la justice, ont fait le tour de ce bâtiment et sont passés devant les bureaux du ministre de la Justice avant de rejoindre leur point de départ. Le message qu'ils portaient était principalement de demander la libération inconditionnelle de Bob Rugurika, le directeur de la RPA en prison depuis deux semaines.

Selon Marguerite Barankitse, il s'agit d'une manifestation de la soif de la vérité qui a animé les journalistes et ce sont joints à eux en ce deuxième mardi vert. Selon le directeur de la RSF Bonesha FM, ils sont venus aussi soutenir le directeur de la RPA qui a été victime de son travail d'informer la population. Patrick Nduwimana demande la justice de faire son travail sans cesser de pencher pour que la vérité sur le crime des trois sœurs de la paroisse Kamenge soit connue. Signalons que cette marche a eu lieu dans la plus grande tranquillité puisque la police n'a ni empêché ni saisi. Sur ce point, ce vice-président de l'observatoire de la presse burundaise trouve que le maire de la ville de Bujumbura ne pouvait pas permettre cette marche puisque cela est de sa nature tout en donnant qu'il n'a jamais accepté les marches pacifiques. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Une opération pareille avait été prévue dans la ville de Ngozi devant les bâtiments abritant la RPA dans cette province. Mais, la police a interdit cette marche qui avait déjà commencé devant ces bâtiments. La population qui était habillée pour la plupart en noir avait fait savoir qu'elle devrait venir soutenir Bob Rugurika qui est emprisonné depuis quelques jours. Pour y arriver, la police avait bloqué tous les accès qui vont au siège de la RPA Ngozi et a fait savoir qu'elle n'allait pas permettre la tenue d'une manifestation non autorisée. Selon la directrice de la RPA Ngozi, la population n'avait pas prévu de manifester. Yvette Murekasabe précise qu'elle avait tout simplement le but de venir montrer sa solidarité à la RPA suite à l'emprisonnement de son directeur [rpa/bonesha/isanganiro]

- Le parti Sahwanya Frodebu se dit satisfait de la libération du président de la ligue des jeunes de ce parti qui avait été arrêté suite à une accusation de participation aux bandes armées qui ont attaqué la province Cibitoke en fin de l'année dernière. Selon Léonce Ngendakumana, cette libération a plu aux parents du concerné, à sa formation politique, à ses amis et à l'ADC-Ikibiri et surtout aux jeunes de cette coalition. Il profite de cette occasion pour remercier les juges du Tribunal de grande instance de Cibitoke qui ont montré que la justice peut prendre une bonne décision allant dans le sens du respect de la loi. Il voit que cette décision honore la justice et marque par des félicitations de la part de toute personne qui aime et qui veut la justice. Ce président du Frodebu en même temps de l'ADC-Ikibiri ajoute que les accusations portées contre Patrick Nkurunziza ne sont pas du tout fondées et c'est pourquoi le tribunal les a toutes mises à la poubelle. Il demande ainsi que toute personne incarcérée illégalement, comme Bob Rugurika, soit libérée. Il s'est aussi insurgé contre le fait que certains membres de l'ADC-Ikibiri dans les provinces du nord sont en train d'être arrêtés arbitrairement suite à la volonté du pouvoir de les inculper de collaboration avec le groupe rebelle qui a attaqué Cibitoke. Selon lui, il s'agit d'une démarche du pouvoir de vouloir décharger sur ces membres de l'opposition après avoir constaté qu'il ne peut pas ou ne veut pas annoncer ceux qui ont attaqué le pays. Il demande plutôt que le gouvernement assume les conséquences de cet échec qu'il a subi en cherchant à dire l'identité du groupe rebelle. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] | À Diplomatie - Le ministre burundais des Affaires étrangères et de la Coopération internationales a annoncé que ce qui est arrivé aux trois sœurs de la paroisse Kamenge au mois de septembre de l'année dernière ne peut avoir aucune incidence négative sur les relations entre le Burundi et de la communauté internationale et plus particulièrement avec l'Italie. Laurent Kavakure fait savoir que de tels incidents arrivent souvent et que la solution n'est que le travail de la justice qui doit faire son travail d'une manière indépendante pour établir la vérité. Il ajoute qu'ils se parlent souvent avec les concernés surtout le pays de leur origine mais qu'il n'y a aucune inquiétude à ce sujet puisqu'ils sont confiants en la justice. Il a dit cela au moment où le ministre procédait à la présentation des réalisations de cette année qui vient de s'écouler. [rtnb/rpa/bonesha/rpa/isanganiro/rtr]